

Publiée le 23 juin sur le site de  
**l'Humanité**

## **TRIBUNE**

Après le sommet du G7, quelle  
sera la stratégie d'Emmanuel  
Macron pour défendre  
l'égalité de genre ?



À l'issue du **sommet du G7 sous présidence française, qui s'est achevé le 17 juin à Évian-les-Bains**, le **Women 7 (W7)** – coalition féministe réunissant plus de 260 organisations de 62 pays – note que l'égalité de genre a été quasi absente des discussions. Pourtant, les enjeux sont cruciaux : le backlash contre l'égalité de genre, phénomène mondial inédit par son ampleur, sa brutalité et sa rapidité, menace les acquis démocratiques et nourrit les déséquilibres sociaux et macroéconomiques à l'échelle planétaire.

## **L'ÉGALITÉ DE GENRE, GRANDE ABSENTE DU SOMMET DU G7**

Le Women 7 s'est impliqué cette année, comme les autres groupes d'engagement de la société civile, dans le processus du G7 avec une pleine conscience des blocages et des arbitrages politiques qui allaient lui être opposés au nom du consensus. La coalition maintient cependant qu'il existe deux priorités non négociables dans le cadre de cette présidence française du G7, dont la réalisation est à portée immédiate des États qui affirment défendre l'égalité de genre, y compris la France qui se veut à l'avant-garde de ce combat :

- nommer et combattre le backlash anti-genre pour ce qu'il est : un facteur de déséquilibre mondial et un signal d'alerte démocratique majeur
- soutenir et financer les organisations féministes de façon pérenne et ambitieuse.

Force est de constater que ces priorités n'ont pas été suivies à Évian. L'égalité de genre a en effet été largement écartée des conclusions du sommet des cheffes d'États les 15-17 juin. Une seule phrase fait référence aux droits des femmes et des filles dans la déclaration ministérielle sur les partenariats internationaux, parmi les 9 textes adoptés. Cette mention n'était pas acquise, mais elle reste minimale. Des thèmes essentiels de santé comme les droits sexuels et reproductifs, ou des enjeux scientifiquement établis comme le changement climatique, ont été passés sous silence au nom du consensus. Des renoncements dangereux, car reculer face aux réactionnaires pour mieux sauter plus tard est généralement un pari perdant qui entérine les inégalités.

Ce sont des signaux alarmants, alors même que le contexte français rappelle l'urgence d'agir contre les violences sexistes et sexuelles et de renforcer les moyens de lutte des associations féministes. À l'international, les coupes budgétaires de l'aide publique au développement, qui visent notamment l'égalité de genre, fragilisent les services de prévention, d'accompagnement et de protection que les associations féministes sont parfois les seules à assurer.

L'absence de l'égalité de genre lors de ce sommet reflète l'influence croissante des mouvements anti-genre sur les agendas politiques internationaux. Or, le backlash n'est pas un simple retour en arrière : c'est une offensive organisée et très bien financée contre les droits des femmes, des filles et des personnes LGBTQIA +, qui met directement en danger nos démocraties.

L'égalité de genre ne peut pas être une variable d'ajustement des compromis politiques. Elle doit rester une priorité démocratique et un impératif d'action.

## **UNE STRATÉGIE DE CONSENSUS QUI ENTRETIENT LE BACKLASH**

En effet, la diplomatie féministe, dont se réclame la France depuis 2019, ce n'est pas arrondir les angles, mais au contraire rendre visibles et assumer des désaccords, a fortiori dans un contexte de backlash. La France aurait dû saisir ce Sommet du G7 pour réaffirmer fermement son attachement aux droits des femmes et des filles dans toute leur diversité et plus largement aux droits humains, y compris en activant ses alliés qui se sont eux aussi engagés de diverses manières dans des diplomaties féministes – le Canada, le Royaume-Uni, l'Allemagne – et qui représentent avec la France la majorité des États du G7.

Les organisations féministes se battent partout dans le monde, or aucun engagement financier étatique n'a été pris pour les soutenir. Au lieu de cela, contre toute logique, les États coupent drastiquement les financements dédiés à la solidarité internationale, parfois de plus de moitié. Partout, les ressources allouées aux associations féministes fondent, alors que leurs besoins n'ont jamais été aussi criants. Sans moyens, comment continuer à résister ?

## **LE PRÉSIDENT EMMANUEL MACRON DOIT HONORER SES ENGAGEMENTS**

Quelques jours avant le sommet d'Évian, le W7 a été reçu à l'Élysée pour une rencontre avec les groupes d'engagement de la société civile. Lors de ces échanges, le Président Emmanuel Macron a pris un engagement :

« De là où je suis, je pérenniserai les instruments que nous avons mis en place et continuerai de défendre les droits qui correspondent aux valeurs de la République. »

Parmi ces instruments, le Fonds de soutien aux organisations féministes est emblématique. Né dans le sillon du G7 2019, sous présidence française, son efficacité est largement démontrée. Depuis son adoption, ce fonds a permis de soutenir plus de 1 400 organisations féministes, dans 75 pays. Ses ressources sont aujourd'hui très fortement menacées.

Dans la perspective de la présidence française du G7 qui se prolonge jusqu'à la fin 2026, le W7 attend désormais des actes concrets :

**1. Pérenniser et renforcer les instruments de financement des associations féministes en France et à l'international, et notamment le Fonds de soutien aux organisations féministes, marque de fabrique de la diplomatie féministe française.**

**2. Faire de l'égalité de genre et de la diplomatie féministe le sujet central des prises de position françaises lors des prochaines échéances internationales, notamment l'Assemblée générale des Nations unies en septembre, ainsi que le Paris Peace Forum en novembre 2026.**

Emmanuel Macron a moins d'un an pour concrétiser ses engagements avant la fin de son mandat, qui devait être placé pour la deuxième fois sous le signe de « l'égalité femmes-hommes ».

### Contacts - Secrétariat Women 7 2026

- **Lucie Daniel** pour [Equipop](http://Equipop) – lucie.daniel@equipop.org – +33 (0)6 76 83 44 84
- **Laura Audouard** pour [Plan International France](http://Plan International France) – laura.audouard@plan-international.org
- **Jeanne Lacou** pour [CARE France](http://CARE France) – lacou@carefrance.org
- **Noémie Gardais** pour [Planning Familial](http://Planning Familial) – noemie.gardais@planning-familial.org
- **Fawzia Baba-Aissa** pour [the Mediterranean Women's Fund](http://the Mediterranean Women's Fund) – fbaba@medwomensfund.org

#### Contacts Presse

- Camille Frouin – +33 (0)6 25 83 95 23 - camille.frouin@equipop.org
- Lola Ruscio – +33 (0)7 86 45 12 10 - Lola.Ruscio@plan-international.org
- Laurence Bondard - +33 (0)7 86 00 42 75 - Bondard@carefrance.org

